

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18241 - 71ÈME ANNÉE

## Les régionales, première étape

# Un engagement sur 20 ans pour La Réunion

Lors du meeting du Progrès le 6 septembre dernier, Patrick Lebreton avait montré une singularité présente sur l'affiche : y figurent non seulement 2015 mais 2021. L'union PCR-Progrès se projette en effet bien au-delà du scrutin de décembre. Le mandat 2015-2021 sera la première étape d'un engagement de 20 ans pour La Réunion.



L'autonomie énergétique ne se réalisera pas en 6 ans. C'est un travail qui dépasse un mandat de conseiller régional, et sa réussite est nécessaire pour un développement durable et solidaire de La Réunion.



Le 6 septembre dernier, Patrick Lebreton prend la parole lors du meeting de Grand-Bois.

Un plan sur 20 ans, c'est le programme porté par l'union PCR-Progrès avec comme première étape le mandat 2015-2021 du Conseil régional. C'est la feuille de route présentée le 6 septembre dernier lors du meeting du Progrès. Pendant son discours, Patrick Lebreton avait souligné que les affiches soutenant sa candidature étaient les seules de la campagne à faire figurer les deux dates du mandat des prochains conseillers régionaux : 2015 et 2021. C'est une grande différence avec les autres candidats qui axent leur propagande sur la seule échéance 2015, date de l'élection.

Or il est évident que l'essentiel ne se situe pas cette année. Les élections régionales auront lieu les 6 et 13 décembre. Lorsque le nouveau président de la Région sera connu, il ne restera que deux semaines avant 2016, qui ouvrira un cycle d'échéances redoutables pour La Réunion.

En août 2014, le sommet des chefs d'États de la Commission de l'océan Indien s'était terminé sur une déclaration finale demandant l'accélération des négociations pour arriver à la signature d'un accord de partenariat économique entre nos voisins et l'Union européenne. La Réunion n'était pas citée, et à la France était octroyé un statut d'observateur. Cet APE ouvrira toute la production de La Réunion à la concurrence des pays voisins. L'octroi de mer sera loin d'être un obstacle insurmontable aux importations, étant donné

la différence de coût de production entre La Réunion, région de l'Union européenne, et des îles classées dans les pays en voie de développement.

### Les échéances sont devant nous

Cet APE s'appliquera au cours du mandat du prochain Conseil régional, entre 2015 et 2021.

D'autres échéances ont une date plus précise. Pour la suppression du quota sucrier et la fin de la défiscalisation, ce sera en 2017. La première est une menace mortelle sur la filière canne-sucre qui fait vivre 18.000 familles. La seconde est la remise en cause de ce qui a financé la majorité des constructions de logements, et soutenu les investissements des entreprises.

En 2020, ce sera la fin de la dérogation actuelle qui permet à l'octroi de mer de subsister. Rien n'est garanti pour une nouvelle prolongation au-delà de cette date. L'octroi de mer apporte d'importantes recettes aux collectivités, et est une taxe qui diminue la compétitivité des importations.

La période 2015-2021 inaugure la première partie de la période au bout de laquelle l'égalité réelle deviendra une réalité. Le gouvernement a ouvert une concertation pour que les critères de l'égalité réelle et son délai soient propres à chaque territoire. La participation à ce débat est un point d'accord entre

le PCR et le Progrès. Cela implique la mise au point d'un plan d'action sur 20 ans.

### Au-delà du scrutin de décembre

Invité dimanche dernier dans l'émission politique qui suit le journal télévisé de Réunion Première, Patrick Lebreton a confirmé qu'il voit au-delà du scrutin de décembre. C'est pour cela qu'il a insisté sur le Comité de parrainage, une instance qui sera associée au programme et sur laquelle les prochains élus pourront s'appuyer. Il a aussi placé l'action de l'union sur les prochains scrutins : la présidentielle, les législatives, la présidentielle et les municipales. Et il a rappelé que les changements à venir liés à la mondialisation amèneront La Réunion à se tourner vers son bassin de l'océan Indien.

Ce sont des perspectives qui engagent sur une période plus longue que celle d'un mandat de conseiller régionaux. C'est pourquoi l'union PCR-Progrès se distingue des autres listes au niveau de la stratégie. Elle s'inscrit dans un engagement de 20 ans pour La Réunion.

**M.M.**

## Édito

# Huguette Bello est-elle une menteuse ?

**I**l ne suffisait pas qu'elle soit une diviseuse, la voilà qui se tire une nouvelle balle dans les pieds. Elle a déclaré hier soir sur Réunion 1ère Radio : « nous travaillons actuellement avec des dirigeants du PCR, et je tairai leur nom, il reste au PCR pas beaucoup de monde... avec eux. (...) J'arrive à dialoguer avec un certain nombre de dirigeants du PCR. » C'était sa réponse à la question de savoir si elle était prête à travailler avec le PCR.

Eh, bien pour la clarté du débat démocratique et le respect des auditeurs nous la mettons au défi de donner le ou les noms des « dirigeants du PCR » avec qui elle « arrive à dialoguer », selon ses propres termes. Les dirigeants du PCR n'ont pas la gale, ils peuvent parler avec qui ils veulent. Mais, lorsqu'une personne comme elle, qui a trahi le PCR, se permette d'instrumentaliser ses dirigeants dans le but de glaner quelques voix, l'honnêteté commande qu'elle justifie ce qu'elle affirme.

Nous lui donnons 24 heures pour montrer qu'elle est une femme honnête et respectueuse des électrices et des électeurs. Passé ce délai,

sans réponse de sa part, nous serons en droit et en devoir de la qualifier de menteuse. Cela ne l'empêchera pas de dormir mais au moins les choses seront claires.

A demain, donc.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Fete de l'Humanité 80e édition

# Fête de l'Huma : le stand de La Réunion n'a pas désempilé !



Un stand qui n'a jamais désempilé ! Une fois de plus, Jean-Bernard Parvedy, président de la 2ATF (Association Action Terres de France) et toute son équipe ont « assuré ». Depuis des mois, ils préparent ce stand. Aujourd'hui, il est connu et reconnu par tous les habitués de la fête de l'Huma !

La preuve ? Il y a quelques décennies (en 1983) La Réunion avait un tout petit stand de 10m2, aujourd'hui, ce sont 200 m2 qui accueillent les festivaliers.

Un succès qui se confirme d'année en année. Et pour cause : on y mange bien, et même très très bien. Bravo à Alix et toute son équipe de chefs, qui ont proposé chaque jour des plats différents (mais sans jamais oublier le rougail saucisses, un plat très demandé !).

Bravo à celles et ceux qui ont assuré le service, qui ont servi au bar (les rhums arrangés ont été très appréciés, notamment le rhum gin-

gembre/piment).

Une nouvelle édition réussie donc. L'association 2ATF a réellement atteint l'un de ses objectifs : Faire vivre partout l'histoire de La

Réunion. Non seulement par la cuisine, mais aussi par la culture (notamment la musique).

Rendez-vous l'an prochain.



## La crise migratoire au cœur du Conseil des ministres européens extraordinaire

# L'UE détruira les bateaux des passeurs

Les ministres européens ont discuté hier de nouvelles actions pour tenter de limiter les arrivées de réfugiés sur fond de remise en cause d'un principe fondateur de l'Union européenne : la libre circulation des personnes.



Le Conseil extraordinaire des ministres européens de l'Intérieur sur la crise des migrants a décidé, lundi à Bruxelles, entre autres, le lancement de l'opération EUNAVFOR-MED, pour des attaques visant la destruction des embarcations des passeurs qui transportent des milliers de migrants vers l'Europe après avoir traversé la Méditerranée, causant la mort par noyade, des centaines des personnes embarquées à partir des côtes libyennes.

La Belgique a déjà fait savoir par son ministre de la Défense, Steven Vandeput que la frégate Léopold 1 participera à cette opération avec à son bord 175 soldats.

La première phase de cette opération s'est limitée jusqu'à présent à la surveillance et à la collecte des informations sur les embarcations dans les eaux internationales de la Méditerranée.

### 450 réfugiés par jour

La deuxième phase consiste à permettre aux bateaux et aux avions

militaires européens pré-disposés dans les eaux internationales en face des côtes libyennes à stopper, confisquer et détruire les embarcations des passeurs après le sauvetage des migrants à leur bord, explique le communiqué.

Mais, ajoute le texte, l'opération ne prévoit aucune intervention dans les eaux territoriales libyennes, car cela nécessite le double accord des Nations-Unies et de la Libye, ce qui n'est pas encore obtenu.

Les chiffres des Nations-unies indiquent que 121.000 migrants sont arrivés en Italie sur les bateaux de fortune en provenance de la Libye depuis le début de cette année, soit environ 450 personnes par jour.

Depuis plusieurs jours, on assiste à la remise en cause, de facto, de l'Accord de Schengen signé en 1985, assurant la libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur de 22 Etats membres de l'Union européenne auxquels se sont ajoutés 4 pays extérieurs à savoir l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein.

Pour ce faire, l'Allemagne a annoncé le rétablissement des contrôles aux

frontières, suite à l'afflux massif des migrants dont 14.000 sont arrivés dans le pays durant le week-end dernier.

### Suspension de l'ouverture des frontières

L'Allemagne a été suivie en cela par l'Autriche et la Slovaquie qui ont annoncé, à leur tour, le rétablissement des contrôles aux frontières pour endiguer l'afflux des migrants venus de Syrie et d'Irak et arrivés en Grèce d'où ils se déversent vers les autres pays de l'Union européenne.

La Hongrie va achever la construction du mur anti-migrant, cela malgré les pressions exercées par les autres Etats membres de l'UE.

L'Accord de Schengen instaurant la libre circulation à l'intérieur de l'UE, rappelle-t-on, est un des piliers de l'Union européenne.

**Du 21 au 23 septembre à Antananarivo**

## Atelier régional de lutte contre le VIH-SIDA

**La semaine prochaine se tient à Madagascar une rencontre pour la lutte contre le VIH-Sida dans notre région. La Réunion sera représentée par Ravane-OI. Voici un extrait du communiqué présentant l'action.**

**D**u 21 au 23 septembre 2015, l'Hôtel Colbert, Ambohidahy, Antananarivo, Madagascar, accueillera plusieurs acteurs de la lutte contre le SIDA de l'Océan Indien autour d'un atelier régional visant à se pencher ensemble sur les pistes d'amélioration de la prise en charge globale des populations clefs de la région concernées par le VIH&SIDA. Une initiative des associations PILS (Ile Maurice) et AIDES (France), avec le soutien de l'ONUSIDA et l'AFD (Agence Française de Développement).

L'atelier régional prévu en septembre réunira des représentants du monde associatif issus des Mayotte, de la Réunion, des Comores, de Rodrigues, des Seychelles, de Madagascar et de Maurice. Le thème : mobilisation communautaire et renforcement de la société civile dans l'Océan Indien. 40 participants sont attendus à cette rencontre. Sur les bases des recommandations des participants, l'atelier donnera lieu à un plan d'action régional thématique relatif aux populations clefs concernées par le VIH&SIDA (Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes, Travailleurs/euses du Sexe et Utilisateurs de Drogues Injectables) ainsi qu'à des plans d'action nationaux qui seront portés par les acteurs de chacun des pays de la région.

De manière générale, l'atelier vise les objectifs suivants :

Accompagner les associations de la lutte contre le SIDA de l'Océan Indien dans le renforcement de leurs capacités ;

Renforcer les capacités de leurs membres en mobilisation communautaire ;

Comprendre les mécanismes de l'approche communautaire et le rôle des acteurs d'une association en santé communautaire ;

Questionner ses pratiques associatives en santé communautaire

L'atelier régional visera aussi à faire ressortir les possibilités de synergies et de partenariat entre les différents acteurs associatifs de la lutte contre le SIDA de la région Océan Indien et à engager des actions au sein de chaque organisation afin de mobiliser, fédérer et accompagner les communautés concernées pour viser à une transformation sociale dans l'ensemble de la région. Le tout en mettant en avant l'importance d'une réelle participation de la communauté à l'amélioration de sa santé. L'action communautaire prend son sens dans l'engagement de tous les acteurs de la communauté pour la justice sociale, la solidarité, la démocratie, l'autonomie et le respect.

Les deux raisons majeures qui ont suscité l'intérêt d'organiser cet atelier sont la santé communautaire et les valeurs qui sous-tendent l'action communautaire. Un des buts serait d'encourager la collectivité des membres (géographique et sociale) de réfléchir en commun sur leurs problèmes de santé en exprimant des besoins prioritaires et en identifiant les meilleurs moyens de répondre à ces priorités. D'un autre côté, il était important de valoriser les engagements pour la justice sociale, la solidarité, la démocratie, l'autonomie et le respect car beaucoup de discrimination à l'égard des personnes infectées et affectées par le VIH perdure encore, rendant difficile la réintégration sociale et l'accès au service médical.

### Le programme

Chaque jour sera ponctué de sessions en plénière et d'ateliers impliquant les différents participants, avec des sessions de discussions prévues à différentes étapes des interventions, et avec des thèmes bien définis par journée :

#### Jour 1 - 21 septembre

**Thème : Etat des lieux, enjeux et bonnes pratiques en mobilisation communautaire**

La session en plénière portera sur les bonnes pratiques en matière de mobilisation communautaire dans la région Océan Indien

#### Jour 2 - 22 septembre

**Thème : Mobiliser les populations clés et la société civile dans la région OI**

La session en plénière portera sur la mobilisation des populations clefs et la société civile dans la région

#### Jour 3 - 23 septembre

**Thème : Leadership et plaidoyer en mobilisation communautaire**

La session en plénière portera sur le plaidoyer et leadership en mobilisation communautaire

### Les participants

Madagascar : MAD'AIDS, SISAL/AVOTRAINA, AFSA, SOLIDARITE MSM, AINGA AIDES

Maurice : PILS, CUT, CAEC, Parapli Rouz, AILES

Seychelles : Ravane OI, LESPWAR, HASO

Rodrigues : Ravane Rodrigues, AVEK OU

Comores : TAS, ESPOIR SIDA

Mayotte : Ravane OI

La Réunion : Ravane OI

## Alternative

# L'agriculture biologique : à fond dans les îles Samoa !

Les amoureux du ballon ovale connaissent certainement les Îles Samoa et son Haka – danse guerrière qui précède chaque rencontre de rugby et qui va bientôt résonner sur les terrains à l'occasion du championnat de monde. On connaît moins que ce pays très pauvre bénéficie chaque année d'une aide de l'Organisation des nations unies (ONU) et surtout qu'il est depuis quelques années l'objet d'une révolution verte au pas de charge.

### Carte d'identité des Samoa (wikipedia)

Les Samoa sont un archipel de Polynésie, dans le Pacifique sud, au nord-est des îles Tonga.

L'archipel des Samoa est composé de deux micro-Etats : les Samoa (dites occidentales jusqu'en 1997), un Etat devenu indépendant en 1962, et les Samoa américaines qui dépendent des Etats-Unis.

Les Samoa (occidentales) se composent de deux îles principales (Savai'i et Upolu) et de sept petites îles dont deux seulement sont habitées (Apolima et Manono). Les Samoa américaines comprennent l'île principale de Tutuila et cinq petites îles.

Superficie

Les Samoa occidentales s'étendent sur 2 935 km<sup>2</sup> et les Samoa américaines occupent 199 km<sup>2</sup>

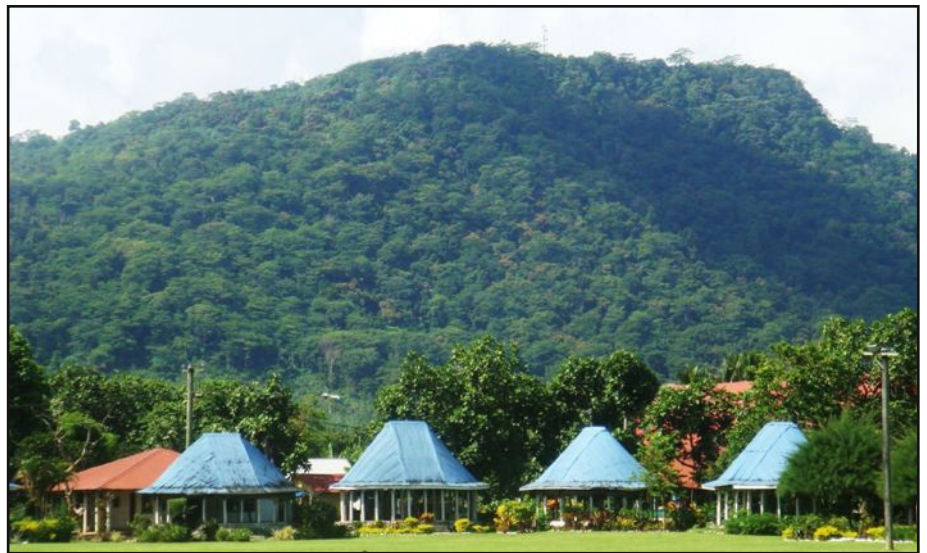
Point culminant

Le point culminant des Samoa est le Mauga Silisili qui s'élève à 1 857 mètres d'altitude.

Dans ce qui suit nous parlons de l'état indépendant des Samoas et non des Samoas américaines.

### Une révolution biologique

On a dit ci-dessus que le pays est pauvre et que ses ressources lui viennent d'une dotation de l'ONU ainsi que de l'argent envoyé au pays par les expatriés. Mais depuis quelques années les choses sont



entraînées de bouger du fait de l'introduction des cultures bio.

À l'origine de cette révolution, Adimaimalaya Tafuna'i, entrepreneuse samoane et fondatrice de l'ONG Women in Business Development Incorporated. Avec son organisation, cette chef de file décide de faire un pari audacieux : faire de l'agriculture biologique, le nouveau poumon économique de l'archipel.

Un pari réussi puisque le bio est aujourd'hui devenu une activité florissante pour les agriculteurs samoans qui bénéficient de revenus plus élevés grâce à la vente de leurs produits certifiés, vendus à l'international. Un accord de commerce équitable a notamment été négocié entre les producteurs samoans de noix de coco et un géant américain de produits de beauté.

### L'archipel bientôt 100 % biologique

Les Samoas comptent 35000 hectares de terres cultivables seulement. Les paysans s'organisent en fermes : il y en a environ 700 dont la productivité est grande bien que, comme il a été dit ci-dessus, les produits chimiques ont été interdits dans l'île aussi bien en ce qui concerne les fertilisants, les désherbants et traitement des maladies cryptogamiques.

La preuve, si elle était encore nécessaire que le bio cela marche et que les petits territoires insulaires ne sont pas condamnés à la dépendance économique.

# Oté

## Zot na lo drwa di “Komans déza donn légzanp”

*Dolo sé déza in problinm pou désertin péi, é èk so mafouti shanzman klimatik i riskab i dovyin ankor plis rar. An parmi bann migran, i di néna minm i kit zot péi zistoman par rapor dolo. Lé vré, o plis i fé sho, o plis domoun i bwar dolo, é o plis domoun i bwar dolo, o plis i fo an awar d'lo, é o plis i fé sho o plis dolo va manké donkolor to ou tar dolo sar konm korn lapin èk so mafouti sanzman klimatik. Sé in pé pou sa ké la Frans i organiz la cop21 fin d'lané. Pou sa, mé pa ryink pou sa.*

*Vik tousala i éspass an Frans, la Frans i rosua tout bann shèf déta, néna 195 é sé la Frans ki asir la prézidans. Trwasyinm fwa néna sa, lo promié fwa sé dopi 1997 èk lo protokol kyoto, lo dézyinm, an 2009 èk lo somé kopénag é la a parti 30 novanm 2015 ziska 11 désanm 2015 sé la cop21 a Pari. Boudikont sé pou an awar in akor rant tout péi, pou sèy kal lo réshofman global an d'sou 2 degré. Sé in gran responsabilité pou la Frans pou ariv o bout.*

*Déza an 2009 dann lo protokol kyoto, la Frans la pran in langazman pou diminié lo to co2, sanm pou mwîn la pa tynbo la rout, zordi la Frans i dwa absoliman donn légzanp an promié. Ek la rout ki sar fé si la mèr la Rényon, sanm pou mwîn, ni roul in pé an kontrosans, ni sar ankouraz domoun asté loto, va dégaz ankor plis co2. Zis pou rir, si inn i sar vann la mèsh la ba mwa désanm ? Si inn an parmi lo 195 bann shèf déta i di “komans déza donn légzanp”. Zot na lo drwa !*

**Justin**

« Afors koupé, dan la si, i ariv a kasé ! » - In kozman pou la rout !

Oplis ou i anserv in zoutiy, oplis li vien frazil é momandoné li kass. Sa lé bien vré ! Solman, d'après lo kozman, i fo pa ni arèt solman dsi la si, sansa solman dsi in n'ot zoutiy. I pé aplik sa osi pou in n'afèr i ariv an parmi l'moun. In l'égzanp ? In moun mantèr i nyabou fé prann anou blan pou noir, makaroni pou la bouzi in pé d'tan, mé i ariv l'èr pèrsone i kroi pi li. Si tèlman k'i di mantèr konm intèl é li rant dann in patoi pou lo moun i koné ali, mèm sak i koné pa li é i koné in moun, k'i koné in moun k'i koné ali. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.